



NATIONS UNIES

# ÉLIMINER LA PAUVRETÉ C'EST POSSIBLE

OBJECTIFS DU MILLÉNAIRE POUR LE DÉVELOPPEMENT ET L'APRÈS-2015

FICHE D'INFORMATION

## OBJECTIF 7

## Assurer la viabilité de l'environnement

### CIBLES

1. Intégrer les principes de développement durable dans les options politiques et les programmes des pays et inverser la perte de ressources environnementales
2. Réduire la perte de biodiversité afin d'arriver d'ici 2010 à en réduire sensiblement le rythme
3. Réduire de moitié, d'ici 2015, la proportion de personnes qui n'ont pas accès durablement à une eau bonne à boire et qui ne disposent pas de sanitaires de base
4. Arriver, d'ici 2020, à apporter une amélioration significative dans la vie d'au moins 10 millions d'habitants de taudis.

### LES FAITS

- ✧ Plus de 2,1 milliards de personnes ont pu avoir accès à des sources d'eau potable améliorée depuis 1990, dépassant ainsi le but fixé pour les OMD.
- ✧ Si près de 2 milliards de personnes de plus qu'en 1990 ont maintenant accès à des sanitaires dignes de ce nom, 2,5 milliards n'ont toujours pas accès à des toilettes ou latrines.
- ✧ On évalue à 863 millions le nombre de personnes qui habitent des taudis dans les pays en développement.
- ✧ Les émissions mondiales de dioxyde de carbone ont augmenté de plus de 46 % depuis 1990.
- ✧ Près d'un tiers des ressources halieutiques de la mer ont été surexploitées et les pêcheries du monde ne peuvent plus donner des rendements durables.
- ✧ Davantage d'espèces sont menacées d'extinction malgré une augmentation des zones protégées.
- ✧ Les forêts, notamment en Amérique du Sud et en Afrique, disparaissent à un rythme alarmant.

### SITUATION ACTUELLE

**Plus de 240 000 personnes par jour — 1,9 milliard de personnes — ont pu avoir accès à une latrine, toilette ou autre installation sanitaire améliorée de 1990 à 2011.** La région qui a enregistré le plus de progrès à cet égard est celle d'Asie de l'Est, où le sanitaire a enregistré une progression pour passer de 27 % en 1990 à 67 % en 2011. Toutefois, un gros effort est nécessaire pour accroître ce nombre d'un autre milliard de personnes d'ici 2015. Et il ne peut pas y avoir de progrès véritables tant que l'on continuera à déféquer en plein air — pratique qui pose des risques d'ordre sanitaire et environnemental pour des communautés entières.

On évalue à 863 millions le nombre de personnes qui habitent des taudis dans le monde en développement.

Entre 2000 et 2010, plus de 200 millions d'habitants de taudis ont pu avoir accès à une meilleure eau, à des installations hygiéniques ou à des logements durables et moins peuplés, ce qui représentait un doublement du but visé par les OMD, à savoir améliorer les conditions de vie de 100 millions d'habitants de taudis. Rien qu'entre 2010 et 2012, la situation s'est améliorée au point où 44 autres millions de personnes n'ont plus été considérées comme vivant dans des taudis.

Si le but visé par les OMD en ce qui concerne les taudis a été atteint, le nombre d'habitants de taudis n'en continue pas moins, en nombre absolu, de croître, ce qui s'explique en partie par la rapidité du rythme de l'urbanisation. On évaluait à 863 millions en 2012, contre 650 millions en 1990 et 760 millions en 2000, le nombre d'habitants des villes du monde en

développement vivant dans des taudis. Des efforts plus résolus et plus ciblés s'imposent pour améliorer les conditions de vie des habitants pauvres des villes et métropoles du monde en développement.

**Alors que davantage de zones terrestres et de zones marines sont protégées, beaucoup d'espèces d'oiseaux, de mammifères et autres espèces sont promises à une extinction rapide.** On a beaucoup fait pour étendre la couverture des zones protégées consacrées à la sauvegarde et au maintien de la biodiversité biologique et des ressources naturelles. La surface terrestre du monde est maintenant protégée à 14,6 % et la protection des zones marines a plus que doublé depuis 1990, passant de 4,6 % à 9,7 % pour les eaux côtières. Dans le même temps, il y a des espèces promises à une extinction toujours plus rapide et la réduction de la biodiversité aura de graves conséquences pour les services relatifs à l'écosystème dont tout le monde est tributaire.

**Les forêts disparaissaient à un rythme accéléré malgré la mise en place, dans beaucoup de pays, de politiques forestières et de lois qui en prescrivent une gestion viable.** La plus forte baisse nette de forêts s'est produite en Amérique du Sud — environ 3,6 millions d'hectares par an de 2005 à 2010. La déforestation n'est pas seulement une grave menace pour l'avenir, elle l'est aussi pour la réduction de la faim et de la pauvreté et l'acquisition de moyens de subsistance durables, car les forêts fournissent des aliments, de l'eau, du bois, du combustible et d'autres produits qu'utilisent par millions les populations les plus pauvres du monde.

**Les ressources halieutiques de la mer sont arrivées à ne plus être au niveau mondial nécessaire pour leur permettre de donner durablement leur maximum.** De nombreuses espèces ont souffert de surpêche, conséquence de l'expansion de l'industrie de la pêche dans de nombreux pays.

**Le Protocole de Montréal a conduit à réduire de 98 %, depuis 1986, la consommation de substances qui réduisent la couche d'ozone.** Parce que la plupart de ces substances sont des gaz à effet de serre, le Protocole contribue à la protection du système atmosphérique mondial. Le succès du Protocole de Montréal a établi un précédent pour une action efficace contre le changement climatique.

**Les émissions globales de dioxyde de carbone ont augmenté de plus de 46 % depuis 1990, avec une augmentation de cinq % entre 2009 et 2010.** L'augmentation des émissions mondiales s'est accélérée pour atteindre 33 % de 2000 à 2010. Pour contenir

cette augmentation, il faut une action nationale et internationale résolue et coordonnée. Il s'agit de parachever, d'ici 2015, les négociations sur un nouvel accord international et d'en commencer la mise en œuvre en 2020, et de prendre ainsi des mesures décisives pour éviter des changements irréversibles dans le système atmosphérique de la planète.

## **QU'EST-CE QUI MARCHE ?**

**Brésil : Le passage du charbon au végétal favorise l'agro-écologie.** Le Nord-Est du Brésil est la région semi-aride la plus peuplée du monde. Une pluviométrie faible et une sécheresse cyclique obligent beaucoup de ses 22 millions d'habitants à recourir à une production illégale de charbon de bois, dégarnissant la région de ses forêts. Un projet du Fonds international pour le développement agricole (FIDA) qui vise à promouvoir l'agroécologie montre aux cultivateurs comment on peut tirer ses moyens de subsistance de la terre tout en ménageant l'environnement.

**Panama : Une eau salubre sauve des vies.** Un programme commun réunissant trois institutions de l'ONU, le Ministère panaméen de la santé et le Ministère de l'économie et des finances, et les populations traditionnelles du territoire indigène de Ngobe-Bugle a permis d'alimenter en eau salubre neuf communautés autochtones du Panama. Dans chacune de ces communautés, les gens ont participé à la conception et à la construction de l'infrastructure hydraulique et des comités de gestion de l'eau ont été renforcés, formés et équipés en matériel technique pour maintenir et assurer la viabilité de l'infrastructure du système.

**Vietnam : La plus grande des lagunes se voit assurée d'un avenir durable.** Le plus grand écosystème lagunaire de l'Asie du Sud-Est se trouvait, en 2005, dans un état de désagrégation totale du point de vue biologique, social et économique— des étangs construits illégalement, des mangroves rasées et une pêche dérèglementée menaçant, pour leur alimentation, leur nutrition et leurs revenus, la sécurité des 300 000 personnes qui en vivent. Maintenant, une action locale menée dans le cadre du projet de gestion intégrée des activités lagunaires de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) s'est donné pour but de réduire le nombre d'étangs consacrés à l'aquaculture. On replante les mangroves et autres habitats essentiels et des associations de pêcheries ont conçu des plans qui permettent aux populations locales de gérer les activités.

**Afrique de l'Ouest : Les réserves de la biosphère favorisent l'utilisation durable de la biodiversité.** Pour

mieux gérer la biodiversité d'une manière durable, des réserves de biosphère ont été constituées au Bénin, au Burkina Faso, en Côte d'Ivoire, au Mali, au Niger et au Sénégal à l'aide de fonds provenant du Fonds pour l'environnement mondial et avec le concours du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) et de l'UNESCO. La première réserve de biosphère transfrontières d'Afrique, qui a été établie en 2002 et englobe le Bénin, le Burkina Faso et le Niger, est saluée comme un bastion contre la désertification et comme modèle pour la mise à l'essai d'économies viables avec intégration des populations locales.

## S'ASSOCIER POUR RÉUSSIR

Pour stimuler les efforts d'assainissement et mettre fin à la défécation en plein air, cause de maladies qui tuent des milliers d'enfants chaque jour, Jan Eliasson, Adjointe du Secrétaire général de l'ONU, a lancé en mars 2013 un **Appel à l'action sur l'assainissement** pour inciter les gouvernements, les institutions de l'ONU et leurs partenaires à accélérer les progrès vers la réalisation d'ODM 7. Le 24 juillet 2013, les États Membres de l'ONU ont adopté la résolution « Des sanitaires pour tous » désignant le 19 novembre comme Journée mondiale des toilettes et appelant à des efforts accrus pour améliorer l'accès à des toilettes dignes de ce nom.

**Sanitation and Water for All** est un partenariat associant gouvernements, bailleurs de fonds, société civile et organisations multilatérales visant à faire que tout le monde dispose d'installations hygiéniques de base et d'une eau potable salubre. Le partenariat est particulièrement préoccupé par les pays où les besoins sont les plus grands.

L'amélioration des conditions de vie des habitants pauvres des villes en Afrique subsaharienne et en Asie du Sud-Est a été la préoccupation majeure de scientifiques appliqués à trouver des solutions à ce problème dans le cadre d'un projet en cinq ans de l'**UNESCO-IHE Institute for Water Education**, financé par la **Bill and Melinda Gates Foundation**.

Entre 2002 et 2012, le **Mécanisme pour les programmes forestiers nationaux de la FAO** a attribué, dans 80 pays, quelque 900 petites subventions à des ONG, des universitaires, des organismes publics, des associations d'utilisateurs des forêts et des populations autochtones. Ces subventions, de 25 000 dollars en moyenne, avaient pour but de susciter des vocations nationales à la conception et à la mise en œuvre de programmes forestiers nationaux.

Sources : [Le rapport 2013 sur les Objectifs du Millénaire pour le Développement](#), Nations Unies; *Call to Action on Sanitation*, Adjointe du Secrétaire général de l'ONU; FEM/PNUE/UNESCO (Biosphère), FAO (National Forest Programme Facility); Vietnam; FIDA (Brésil); [UNESCO](#).



Pour de plus amples informations, veuillez voir [mediainfo@un.org](mailto:mediainfo@un.org).  
Publié par le Département de l'information de l'ONU – Septembre 2013  
[facebook.com/wecanendpoverty](https://facebook.com/wecanendpoverty) | [twitter: @wecanendpoverty](https://twitter.com/wecanendpoverty)

[www.un.org/fr/millenniumgoals](http://www.un.org/fr/millenniumgoals)